



« Camarade » Pérol, t'as pas cent balles pour les salarié-es ?

Dans un récent flash Economie publié par Natixis, son directeur de recherche économique Patrick Arthus confie que la dynamique du capitalisme est aujourd'hui bien celle qu'avait prévu Karl Marx... et pour conclure :

- « La baisse de l'efficacité des entreprises (ralentissement de la Productivité Globale des Facteurs), toutes choses égales par ailleurs, impliquerait une baisse du rendement du capital des entreprises,
- les entreprises réagissent à cette évolution en réduisant les salaires (en déformant le partage des revenus en faveur des profits),
- Mais cette stratégie a une limite, atteinte quand les bas salaires deviennent trop faibles (égaux au salaire de subsistance) et les « capitalistes » se lancent alors dans des activités spéculatives qui font apparaître des crises financières. »

Le plus dur reste à faire car de ce constat partagé nous ne tirons pas les mêmes conséquences.

Le directoire de BPCE applique à la perfection cette dynamique du capitalisme où les premières victimes sont bel et bien les salarié-es (refus catégorique d'augmenter les salaires, application déloyale du nouvel accord sur les classifications pour des centaines de salarié-es, réduction des effectifs, conditions de travail dégradées...).

En manipulant les esprits via les « éléments de langage », on transforme les « exploités » d'hier en « créateurs de richesses » aujourd'hui.

Natixis viendrait-elle juste de s'apercevoir de l'origine du profit ? Pourtant, conscients de leurs privilèges et de leurs revenus anormaux, les « grands patrons » de BPCE ont trouvé des modes d'organisation officieux qui leur permettent d'échapper à la concurrence et aux baisses de revenus réels qu'elle engendre. Les dirigeants des institutions financières pratiquent l'entre-soi et les échanges de bons procédés. Rien n'a changé sauf le langage, un peu « novlangue ».

Les armes utilisées pour arriver à leur fin sont des mots comme « compétitivité, compétences, performance, concurrence ». Ces notions devenues naturelles, s'inscrivent dans une guerre des classes que les dirigeants de BPCE mènent à l'échelle du Groupe.

Est-il déontologique que les nouveaux « créateurs et/ou exploités de richesse », François Pérol et ses acolytes ainsi que les présidents de directoire des banques mutualistes régionales aient de tels niveaux de rémunérations. Par ailleurs ils chassent les jetons de présence dans divers conseils d'administration.

BPCE ne poursuit que deux objectifs : le PNB à court terme, et la baisse du coefficient d'exploitation ! Toujours au détriment de nos conditions de travail, de nos rémunérations, de la qualité et du service rendu à la clientèle !

Alors que nos dirigeants passent l'un après l'autre pour nous presser le citron et dégager un maximum de profit individuel avant d'aller officier ailleurs, nous restons dans la galère et consacrons ce qu'il nous reste d'énergie à maintenir le navire à flots, à sauvegarder l'existant : nos clients, leur confiance, notre conscience professionnelle.

Mais dans ce cadre de travail toujours plus contraignant et angoissant, préserver l'existant est épuisant car l'enthousiasme est mis à mal. Nous le disons haut et fort : ce cadre de travail n'a aucune légitimité.

Même si BPCE nous serine à longueur d'année que « le monde change », il y a bien et toujours une guerre des classes, et c'est la classe dirigeante qui gagne pour le moment. Mais puisque le monde change, réagissons et commençons par gagner la répartition équitable des richesses que nous produisons.

